Plus de 250 médicaments introuvables depuis six mois

Page 2

MÉDÉA

Vacances entre canicule et vacuité

Page 5

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6154 - MARDI 7 AOÛT 2018

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

FLAMBÉE DES PRIX DU POULET

Une campagne de boycott est lancée

Page 2

A SEPT MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

OULD ABBÈS OUVRE LA CAMPAGNE AVANT L'HEURE



Le SG du FLN, Djamel Ould Abbès, a-t-il violé les lois de la République ? La question reste posée. Etant le parti majoritaire aussi bien au Parlement (Assemblée nationale et Sénat) qu'au sein du gouvernement où il compte plus d'une dizaine de ministres, et le principal soutien du président Abdelaziz Bouteflika depuis 1999, le FLN a-t-il tous les droits, même celui de piétiner les lois qu'il est censé protéger ?

Page 3

DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL



KOHLER DEMAIN AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Page 24

PROPOSANT PLUS DE 5 MILLIONS DE TÊTES



LES ÉLEVEURS SE PLAIGNENT D'UNE MAUVAISE GESTION

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 — ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 10 DA, FRANCE 1 EURO

PÉNURIE DE MÉDICAMENTS

Plus de 250 produits introuvables depuis six mois

LA PÉNURIE de médicaments persiste et continue de susciter l'indignation et la colère des malades. Une crise qui s'aggrave dangereusement, poussant les professionnels de la santé à tirer la sonnette d'alarme. Quelque 250 médicaments destinés aux traitements d'urgence de certaines maladies du cœur, des rhumatismes et du cancer ainsi que des antibiotiques sont en rupture de stock depuis plus de six mois. Une situation sans précédent en Algérie, résultat d'un système d'approvisionnement devenu défaillant. En effet, plusieurs cris de détresse sont lancés, quotidiennement, via les réseaux sociaux, faisant état d'une situation de crise et de panique chez les patients, notamment ceux atteints de maladies chroniques.

« C'est vrai, la rupture pour ces produits est assez conséquente, surtout ceux destinés aux cancéreux et aux malades chroniques. Ces derniers peinent à trouver leur traitement, du coup, ils se le procurent en France ou ailleurs », déplore une pharmacienne interrogée sur le sujet. « Je peux vous citer le Flecaine, médicament pour le cœur ; le Tardyderon 80 et B9, du fer pour les anémiques ; le Fumacur également pour l'anémie, Aldactazine pour le cœur et la tension artérielle ; le Zanidipe toujours pour la tension. Il y a également les collyres tels que Cozopte et Travaton. La vitamine B12, le Carbimazol pour le goître ; le Levothyrox 100 et 75 pour l'hyperthyroïdie… », énumère la pharmacienne en précisant que la liste est encore longue et ne cesse de s'allonger.

« Aujourd'hui, en Algérie, un patient doit faire plusieurs pharmacies avant de trouver son traitement, si jamais ne il le trouve… », déplore-t-elle. Selon elle, aucun stock n'a encore atteint le niveau zéro dans l'ensemble du pays. Les pharmaciens accusent même les grossistes de « spéculation ». A vrai dire, « certains grossistes auraient recours à une vente concomitante de certains médicaments puisqu'ils sont disponibles dans certaines officines », fait savoir un autre pharmacien.

Les malades et les pharmaciens ne cessent de dénoncer cette situation, interpellant le ministre de la Santé à agir en urgence. Ce dernier avait révélé que la pénurie qui touche une longue liste de médicaments est le résultat d'un dysfonctionnement au niveau des gros distributeurs. Pour cela, le ministre avait donné des instructions aux directeurs locaux de la santé et de la population pour inspecter les grossistes distributeurs de leur wilaya et retirer l'agrément à tout opérateur qui se rendrait coupable de rétention de produits ou de vente concomitante. Une démarche qui vise, selon lui, à mettre fin à la tension que connaissent certains produits dans certaines wilayas du pays, « alors que les quantités distribuées et celles encore en stock couvrent largement la demande ».

Lynda Louifi

FLAMBÉE DES PRIX DU POULET

Une campagne de boycott est lancée

Une campagne de boycott du poulet vient d'être lancée pour limiter la flambée des prix ces derniers jours, qui ont atteint 450 DA le kg.



Initiée par l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de son Environnement (APOCE), sous l'Hashtag «Khelih errabbi errich », (ndrl) (laisse ses plumes pousser cette campagne de vise à réduire les prix de la volaille. Pour le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi, qui s'exprimait sur la chaîne de télévision Ennahar TV, « boycotter l'achat du poulet est une question de principe et surtout une manière de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs ». Il est aussi question, selon lui, «de faire réagir les instances de régulation et de contrôle ». Cela pour mettre fin à cette augmentation arbitraire des prix causée par les intermédiaires qui monopolisent cette filière. Justement, dans l'appel lancé sur sa page facebook, l'APOCE pointe du doigt le monopole pratiqué par les intermédiaires. Cette filière reste la moins organisée en l'absence, entre autres, de marchés de gros, qui auraient dû constituer le trait d 'union entre le producteur et le consommateur. Les professionnels du domaine, pour leur part, interpellent les autorités publiques quant à l'intérêt « d'organiser cette activité en créant des complexes d'abattages répondant aux normes, qui serviront aussi de marché de gros ». Une manière d'assurer une meilleure traçabilité du produit. Cette absence d'organisation pénalise les éleveurs et les consommateurs, sont les victimes de cette situation.

Car les éleveurs ne profitent que d'une marge bénéficiaire raisonnable, et le consommateur, lui, paie le poulet à un prix très élevé. L'APOCE, qui a lancé cette campagne de boycott hier, a pour but de protéger les consommateurs. Cette initiative semble trouver écho chez les internautes qui n'ont pas hésité à partager l'information, tout en indiquant le prix du poulet dans leur wilaya de résidence. Rappelons qu'une campagne similaire a été lancée spontanément par des internautes il y a quelques semaines « Khilih yetaâfen », (ndlr) laisse-le pourrir. Le but est le même; il consiste en le boycott de cette viande blanche, jusqu'à ce que son prix soit revu à la baisse. Cette démarche de boycott via les réseaux sociaux semble être inspirée des deux campagnes visant le boycott du poisson, et la fameuse campagne contre l'achat des voitures montées localement sous l'Hashtag « Kheliha T's-sadi ».

Revenant aux prix de ce produit aviaire, le président de l'APOCE estime que « rien ne peut justifier cette augmentation», et dit avoir tiré la sonnette d'alarme depuis déjà des semaines. Selon lui, le problème se pose dans l'incompatibilité entre le nombre de poussins produits quotidiennement et celui des poulets abattus durant la même période.

« Il y a entre 800 00 et 900 00 poussins quotidiennement, alors que le nombre de poulets égorgés atteint un million et demi », précise Zebdi, qui dénonce des pratiques dangereuses. A savoir « brûler l'excédent de poussins réalisé les semaines passées dans le but de garder les prix élevés », précise-t-il. « Le prix du poussin était de 50 DA, et maintenant il a atteint 120 DA », dit-t-il.

Lilia Ait Akli

POUR ENRAYER LA SPÉCULATION

La TVA sur le maïs supprimée

IL SEMBLE que le ministère de l'Agriculture soit décidé à lutter contre la forte spéculation qui sévit sur le marché de la volaille. Selon de premiers échos, la taxe sur la valeur ajoutée sur le maïs sera supprimée. Il s'agit d'une première mesure contre l'anarchie qui règne actuellement dans la filière avicole, notamment dans les prix des aliments du bétail où il existe une forte pression sur les éleveurs.

Il faut noter que la régulation et la maîtrise des intrants avicoles et leur impact sur la réduction des prix de la volaille sur le marché ont été évoquées avant-hier lors d'une réunion de travail au siège du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Présidée par le secrétaire général du ministère, Kamel Chadi, cette rencontre a réuni les membres du bureau du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole (CNIFA) nouvellement installés, selon la même source. «Les opérations de régulation et la maîtrise nominative des intrants avicole et leurs impacts sur la réduction des prix sur le marché» ont été passé en revue et des propositions de solutions ont été également dégagées afin que la filière soit redynamisée, notamment par la relance des mises en place pour assurer la disponibilité du produit, précise le communiqué.

Lors de cette réunion, les membres du bureau du CNIFA ont longuement discuté les questions liées à la mise en œuvre de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le maïs. Les débats ont également porté sur les aspects liés à «l'organisation des différents maillons de la filière avicole et aux bonnes conduites des itinéraires techniques des élevages».

Par ailleurs, les représentants du bureau du CNIFA ont exprimé leur satisfaction quant à l'appui du ministère et son engagement pour renforcer l'adhésion de l'ensemble des acteurs et la mobilisation de tous les efforts nécessaires pour relever les défis de la filière avicole, qui est une activité importante pour le secteur de l'agriculture et également pour l'économie nationale. Pour sa part, Chadi a souligné l'intérêt qu'a accordé le ministère à cette rencontre de concertation et d'échange autour des questions liées aux difficultés que rencontre la filière avicole, a conclu la même source.

M.K.

A SEPT MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Ould Abbès ouvre la campagne avant l'heure

Le SG du FLN, Djamel Ould Abbès, a-t-il violé les lois de la république ? La question reste posée. Etant le parti majoritaire aussi bien au Parlement (Assemblée nationale et Sénat) qu'au sein du gouvernement où il compte plus d'une dizaine de ministres et enfin le principal soutien du président Bouteflika depuis 1999, le FLN a-t-il tous les droits, même celui de piétiner les lois qu'il est censé protéger ?



Avant-hier, le SG du FLN, en déplacement à Tlemcen pour la cérémonie inaugurale de l'université d'été de «la coordination du renouveau estudiantin», qui regroupe des syndicats d'obédience FLN, a reconnu qu'il est déjà en campagne électorale : « Certaines trompettes me reprochent d'être en campagne électorale. Oui je suis en campagne électorale, j'assume. Ont-ils peur ? Je respecte tous les partis. Celui qui a un cheval n'a qu'à le préparer pour la course », a-t-il lancé en signe de défi...

Et d'ajouter ensuite, le poing levé, que le peuple attend du président Bouteflika qu'il «continue sa mission, mais pas seul, avec vous, avec la génération Bouteflika». Le chef du FLN se défend d'être venu « vendre l'image du président Bouteflika, le peuple le connaît bien», glisse-t-il en reprenant son refrain : «Le FLN est la colonne vertébrale de l'Etat (…) Aucun candidat ne passera devant Bouteflika. S'il accepte de briguer un nouveau mandat, il le remportera haut la main.»

Le SG du FLN dit ainsi avoir la certitude que le chef de l'Etat «sera largement réélu dans le cas où il se représente à la présidentielle».

Djamel Ould-Abbès refuse cependant l'idée selon laquelle le FLN fait pression sur le président Bouteflika pour briguer un nouveau mandat. Selon lui, le président Bouteflika « a toujours été souverain dans ses décisions et personne ne pourrait lui faire pression ».

Or, si les soutiens aux personnes et autres futurs candidats est permis, le code électoral est pourtant bien clair. La période dévolue à la campagne électorale est régie par des textes qui ne souffrent d'aucune ambigüité. Toute infraction est passible soit d'un rappel à l'ordre soit d'une sanction si est la partie incriminée récidive.

La loi dans son article 173 précise que la campagne électorale « est déclarée ouverte vingt-cinq (25) jours avant la date du scrutin et s'achève trois (3) jours avant la date du scrutin », alors que l'article 174 dispose que « nul ne peut, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit, faire campagne en dehors de la période prévue à l'article précédent». Or, la campagne électorale pour la présidentielle devrait débuter au premier trimestre de l'année 2019. Six mois nous séparent de cette échéance cruciale pour le pays. Mais Ould Abbès n'a cure des restrictions et autres dispositions électorales et juridiques.

Il se comporte comme le maître des lieux. Alors que les analystes considèrent que le processus est déjà verrouillé, il est une conclusion prévisible : la période pré-électorale est déjà entamée et le SG du FLN s'est engouffré dans cette brèche sans que personne, ni au gouvernement ni en « haut lieu», ne le remette à sa place.

La Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) doit-elle, en l'absence d'une réaction ferme des autorités, s'autosaisir de la question, rappelant toutefois que la saisine est régie par une loi récente qui exige qu'elle soit écrite, présentée par une partie connue et étayée de données se rapportant à l'objet de la saisine. A sept mois du scrutin présidentiel, Ould Abbès entre en campagne et se joue des lois et des législations de la république. La crédibilité sera au cœur de la future présidentielle.

Hocine Adryen

LORS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Hanoune dit non à Makri

C'EST UN REFUS poli mais clair et net de l'initiative lancée par le président du MSP, Abderrezak Makri. Pour Louisa Hanoune, la patronne du PT, « trop d'initiatives, tuent l'initiative ». Une phrase lapidaire qui exprime la position d'un parti resté silencieux depuis des semaines, alors que la vie politique bouillonne de déclarations et d'annonces sur la présidentielle et sur la situation du pays en général.

« Il est dans le rôle des partis de prendre des initiatives, mais trop d'initiatives tuent l'initiative. Cela ressemble à une foire annuelle et à une vente aux enchères publiques en l'absence de vendeurs et d'acquéreurs, car on ne sait pas qui est le vendeur ni qui est l'acquéreur. «Cela rajoute à la confusion et à la pression surfaite », a expliqué Mme Hanoune hier au siège national du PT. Selon elle, un consensus est impossible entre des partis politiques que tout ou presque sépare.

« Le concept même de consensus est un piège », a déclaré la pasionaria du PT, comme pour signifier à Makri qu'il s'est engagé dans une voie sans issue. Et de s'interroger : « Comment un parti au pouvoir, qui a soutenu toutes les politiques et décisions impopulaires qui ont ruiné le pays, peut s'entendre avec un parti d'opposition ?» La chef du PT ne croit pas non plus à la transition démocratique. « La convocation d'une assemblée constituante est synonyme de respect de la volonté populaire, sans tuteur sur le peuple. Notre démarche n'a rien à voir avec les périodes de transition parrainées de l'intérieur ou de l'extérieur car toutes les périodes de transiton ont besoin de parrainage », a-t-elle soutenu.

Pour Hanoune, le PT tient à son projet de pétition nationale demandant à Bouteflika la convocation d'élections pour une Assemblée constituante. Cette pétition a recueilli des centaines de milliers de signatures de citoyens, selon Hanoune.

M. K.

le Commentaire

FAUT-IL INTERDIRE LES COURS PARTICULIERS ?

Par Mohamed Nazim Aziri

SELON une information relayée par la presse nationale, le département de Nouria Benghebrit aurait décidé de sévir contre le phénomène des cours particuliers. Pour ce faire, le ministère de l'Éducation nationale serait en voie de faire signer aux enseignants un «code de déontologie», pour les engager à ne pas proposer des cours aux élèves en dehors du cadre scolaire. Cela serait une bonne nouvelle, quand on sait que dans certains cas des élèves sont soumis au chantage de leurs enseignants, qui les obligent à suivre des cours payants chez eux.

Le débat n'est pas nouveau, mais il s'impose à un moment où le phénomène prend de l'ampleur, alors que le système éducatif algérien se cherche encore. Le sujet mérite donc une réflexion sérieuse avec des spécialistes, d'autant plus qu'il concerne un secteur engageant l'avenir de millions d'élèves, et par ricochet le devenir du pays.

Faut-il appréhender ce phénomène ? D'un côté, il y a ceux qui sont pour, car l'école en Algérie n'est pas encore en mesure de combler les lacunes pédagogiques, liées entre autres à la qualité de l'enseignement, aux conditions des encadreurs et des élèves en classe et à l'insuffisance du temps alloué aux matières essentielles. Des facteurs qui pèsent considérablement sur le rendement et le taux de réussite. D'un autre côté, ceux qui sont en faveur de l'éradication de cette pratique évoquent d'abord le «danger» qui menace l'école, du fait de l'accroissement fulgurant de ce phénomène qui tend à se substituer à l'école, en s'érigeant comme une sorte de marché informel du savoir.

Un argument discutable, vu que le nombre d'enseignants qui proposent ce genre de prestations ne dépasserait pas 3 200 à l'échelle nationale. Et encore, nous ne disposons d'aucune étude spécialisée pour nous éclairer sur l'étendue de ce phénomène.

Cependant, une chose est certaine, nous sommes loin des 495 000 enseignants que compte le secteur. Mais l'Algérie est-elle le seul pays à faire face à un tel phénomène ? La réponse est négative. En Corée du Sud qui se positionne, rappelons-le en haut du tableau du classement Pisa 2015, le système des hagwons (établissements privés de cours particuliers) est devenu une partie intégrante du quotidien des élèves sud-coréens, et ce, indépendamment de leur niveau social et du coût des prestations jugé exorbitant. Selon des chiffres officiels, les parents coréens ont dépensé 14,8 milliards d'euros en 2017 pour les cours particuliers. C'est le cas aussi à Singapour, premier au classement Pisa 2015. Dans ce pays asiatique, plus de 90% des élèves du primaire suivent des cours particuliers ou d'accompagnement scolaire. Y a-t-il alors un lien entre la pratique des cours particuliers et la performance des élèves issus de ces pays ? Probablement oui, sur le plan individuel, sinon il n'aurait pas connu un tel engouement. Cependant, l'efficacité des systèmes éducatifs n'en dépend pas directement, d'autres critères la déterminent.

Mais en conclusion, n'est-il pas moins nuisible de voir se développer des «hagwons» que d'assister à la propagation de comportements mercantiles dans des domaines dépourvus d'une plus-value du savoir ?



A LA VEILLE DES FÊTES DE L'AID EL ADHA

Un dispositif anti-kyste mis en place

LE MINISTÈRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a mis en place, comme chaque année, un dispositif pour la préparation de la fête de l'Aïd El Adha à l'effet de se dérouler dans les meilleures conditions, a indiqué cette institution dans un communiqué.

À cette occasion, le dispositif "Aïd sans kyste" est relancé avec un encadrement sanitaire vétérinaire optimum et des mesures à prendre. Il s'agit de la mobilisation des vétérinaires au niveau des directions de la santé animale (DSA) et des abattoirs, la mise en place de lieux de vente de cheptel par arrêté de wilaya, ainsi que la mise en place de la certification sanitaire vétérinaire accompagnant le déplacement d'animaux vers les lieux de vente aux fins de contrôle vétérinaire.

Aussi, pour permettre au citoyen d'acquérir son mouton et permettre une disponibilité en nombre de cheptel destiné à la vente, l'ouverture des points de vente sera opérationnelle.

Selon la même source, le cheptel national, dont l'effectif ovin est estimé à 28 millions de têtes, bovin à plus de 2 millions de têtes et caprin à 5 millions de têtes, bénéficie d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics qui déploient "tous les efforts nécessaires à même d'améliorer et de développer la filière viandes rouges". Ces efforts vont dans l'ordre d'augmenter l'offre par rapport à la demande et de mettre à la disposition du consommateur divers choix qui va certainement se répercuter sur les prix.

Par ailleurs, le jour de l'Aïd, tous les établissements d'abattage, répartis sur l'ensemble du territoire national, seront ouverts pour inciter les citoyens à sacrifier leurs animaux dans une enceinte conforme et contrôlée.

Des permanences seront effectuées par les services vétérinaires de wilaya au niveau des Assemblées populaires communales (APC) et des lieux d'abattages. Des brigades mobiles composées de vétérinaires et de techniciens effectueront des tournées dans les différents lieux susceptibles d'abriter des abattages notamment en milieu rural pour contrôler et répondre aux besoins et aux sollicitations des citoyens.

Dans un souci de respect de l'hygiène et de la santé publique, les services de voirie de wilaya ont été instruits de récupérer les carcasses et organes saisis ainsi que les détritus (paille, cornes, onglons, buse, ...) et les acheminer vers des lieux d'enfouissement ou d'incinération.

D'autre part, un vaste programme de prévention et de sensibilisation, destiné aux éleveurs, afin de prémunir le bétail contre les diverses maladies, est également mené à longueur d'année, a fait savoir la même source.

M. D.

PROPOSANT PLUS DE 5 MILLIONS DE TÊTES CETTE ANNÉE

Les éleveurs se plaignent d'une mauvaise gestion

La production nationale en termes de cheptel ovin est largement suffisante avec plus de 30 millions de têtes, dont 5 millions seront proposées à la vente cette année. Malgré cela, le dilemme empreint encore le marché de l'ovin en Algérie car les prix des moutons demeurent hors de portée.



Le chargé de communication à la Fédération des éleveurs, Bouzid Salemi, a imputé hier cette contradiction à l'anarchie et à la mauvaise gestion qui règnent dans ce marché.

A ce titre, il a lancé un appel au ministère de l'Agriculture afin de créer des espaces de vente de moutons dans les grandes villes en vue de faciliter la disponibilité des bestiaux à sacrifier à des prix relativement abordables, d'autant qu'il ne reste que quelques jours pour la fête de l'Aïd El-Adha.

Il a souligné à ce titre la nécessité de l'intervention de l'Etat pour gérer convenablement ces espaces et protéger les marchands de moutons du diktat imposé par les intermédiaires, ajoutant que ces derniers deviennent des opportunistes notoires. Car ils ne pensent, à ses yeux, qu'à augmenter leur marge bénéficiaire qui dépasse de trois fois celle des marchands, allant parfois jusqu'à 15 000 DA/tête, sachant que le prix du mouton cette année est à partir de 30 000 DA.

L'intervenant suggère à cet effet des points de vente à l'entrée ou à la sortie de chaque commune avec un contrôle vétérinaire et une coordination avec les professionnels de cette activité qui compte, au niveau national, pas moins de 600 000 entre maquignons et éleveurs.

Le représentant de la Fédération des éleveurs a en outre salué les efforts du ministère de l'Agriculture, qui a entrepris une large campagne de vaccination visant à protéger le cheptel ovin. Par ailleurs, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) Boulenouar Hadj-Tahar, a mis l'accent sur les difficultés rencontrées par les éleveurs et les conditions rudes dans lesquelles ils exercent leur activité dans 27 wilayas et qui, selon lui, justifient le coût exorbitant des moutons.

Il a estimé aussi que l'Algérie, compte tenu du potentiel existant, pourrait atteindre une production annuelle de plus de 50 millions de têtes. Il appelle les pouvoirs publics à encourager l'investissement dans cette filière afin d'épargner à l'Algérie l'importation de quantités considérables de viandes congelées.

Citant un chiffre de plus de quatre millions de moutons sacrifiés chaque année, le président de l'ANCA a signalé le retard flagrant observé dans la récupération des peaux et de la laine des moutons et leur transformation. Il précise dans ce sens qu'elles peuvent constituer la matière première des tanneries et des unités de production de textile qui sont peu développées en Algérie.

Concernant la permanence en prévision de l'Aïd, il a indiqué que les services du ministère du Commerce ont fait état de la réquisition à l'échelle nationale de 50 800 commerçants, dont 5 500 boulangeries. Il rappelle dans ce sillage le rôle que doivent jouer les APC pour informer les citoyens, au moins dix jours avant l'Aïd, sur les listes des commerçants concernés par la permanence, et ce à travers un affichage dans les endroits publics.

Aziza Mehdid

POUR VALORISER LA FILIÈRE CUIR

Campagne de collecte des peaux d'ovins

LE MINISTÈRE de l'Industrie et des Mines a annoncé hier le lancement d'une campagne de collecte des peaux d'ovins, de bovins et de caprins, issues de l'abattage des sacrifices d'Aïd El Adha, afin de valoriser la filière cuir. Cette opération, première du genre, consiste à collecter les peaux des bêtes sacrifiées et à les mettre à la disposition des tanneries pour leur valorisation et utilisation dans l'industrie du cuir, une filière à fort potentiel à l'export, indique le ministère dans un communiqué.

Le ministère prévoit la collecte de quelque 800.000 peaux sur un total de plus de 4 millions d'animaux qui doivent être sacrifiés durant l'Aïd El-Adha de cette année.

Six wilayas pilotes, que sont Alger, Oran, Constantine, Jijel, Sétif et Batna, ont été choisies pour cette première campagne qui sera étendue vers le reste des wilayas à partir de l'année prochaine.

Pour assurer le bon déroulement de l'opération, les sites dédiés à l'abattage des sacrifices et au stockage des peaux seront aménagés dans chacune de ces wilayas, en plus du reste des abattoirs qui seront mobilisés durant les deux jours de l'Aïd. Soulignant le caractère d'intérêt national que revêt



cette campagne, le ministère indique qu'une démarche participative a été adoptée à l'effet de garantir la réussite des activités y afférentes.

A ce titre, plusieurs acteurs institutionnels, économiques (publics et privés) et relevant de la société civile collaborent avec le ministère aux niveaux central et local, ajoute la même source. Il s'agit notamment des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, des Affaires Religieuses et des Wakfs, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce, de l'Environnement et des Energies Renouvelables, de la Communication ainsi que celui de la Poste et des Télécommunications, des Technologies et du Numérique.

Il s'agit également des tanneurs représentés par l'Association des Tanneurs et Mégissiers (ATEMA) et des associations de protection des consommateurs.

Des comités de wilayas, installés par les walis et pilotés par les directeurs de l'Industrie et des Mines, ont entamé les préparatifs de cette campagne à travers l'identification des sites de collecte et d'entreposage des peaux. Afin de pouvoir collecter le plus grand nombre de peaux, l'implication des citoyens est indispensable et constitue même un préalable pour la réussite de cette opération, souligne le ministère.

Ainsi, des campagnes de sensibilisation au niveau local, portant sur une communication de proximité, l'affichage dans les mairies et mosquées, des messages SMS et des spots publicitaires dans les télévisions et radios, seront lancées afin d'atteindre les objectifs escomptés.

M. B.

MÉDÉA

VACANCES ENTRE CANICULE ET VACUITÉ

Distante de moins de 80 km des côtes les plus proches de l'ouest algérois, l'ancienne capitale du Titteri enregistre en été des températures très élevées, obligeant la population à s'enfermer chez elle durant les heures de pic de chaleur ou à prendre, dès le matin, la direction de la mer.



La canicule qui a sévi ces dernières semaines n'a pas manqué de jeter la ville de Médéa et les agglomérations limitrophes dans une profonde torpeur accentuée par le manque d'activités culturelles et sportives, si l'on excepte le «plan bleu » qui permet aux enfants de la wilaya de rallier les plages de la région algéroise.

Pour fuir la chaleur torride, des groupes de femmes et d'enfants empruntent tous les matins les nombreux bus de transport public et les taxis qui partent vers les plages pour des virées d'une journée afin de s'adonner au plaisir de faire trempette.

Les vacances dans l'ancienne capitale du Titteri riment avec morosité pour les jeunes qui n'ont pas les moyens d'aller ailleurs, faute de distractions ou d'espaces de détente, et qui ne font que musarder paresseusement pendant l'après-midi et passer leur soirée à faire de longues parties de domino sous la lumière des lampadaires publics.

Pour la majorité des jeunes, il n'y a que les terrasses des cafés comme moyen d'évasion et de rencontre, en l'absence d'espaces de lecture, de salles de sport, de complexes de proximité pendant la période des vacances, devenue pour la population synonyme de vacuité. La monotonie des longues journées d'été n'est rompue que par les klaxons de voitures des cortèges de mariage qui offrent parfois des spectacles d'incivisme envers les autres usagers de la route et les riverains des salles des fêtes du fait des explosions et d'autres nuisances sonores.

Cependant, l'été a une autre connotation pour les personnes nanties qui peuvent se permettre des vacances dans les villes côtières où louer une chambre d'hôtel ou un appartement au prix fort, alors que d'autres choisissent la Tunisie ou la Turquie pour des séjours qu'elles estiment plus avantageux que dans les complexes touristiques et les hôtels du pays.

En fait, la situation du tourisme dans la wilaya aurait pu être bien meilleure eu égard aux nombreux endroits favorables au développement des activités de loisir dans une région aux multiples potentialités naturelles qui n'attendent d'ailleurs que leur exploitation pour promouvoir le tourisme climatique, le thermalisme, l'hôtellerie, l'artisanat, etc.

En effet, les nombreux sites naturels et forestiers, les sources thermales disséminées à travers les communes et non exploitées, la variété des activités artisanales, notamment les produits de la poterie artistique et de la céramique encore présentes dans les milieux citadins, pourraient constituer de véritables ressorts au développement économique de la région. L'on nous citera le nombre de sites naturels inexploités à l'image de la forêt récréative de Ben Chicao, d'une superficie de 16 ha de cédraie, située sur un point culminant des monts du Titteri qui a été un tropisme pour les familles avant sa fermeture suite à un litige entre l'administration et le concessionnaire, alors qu'elle aurait pu être aménagée pour recevoir des activités de loisir, de développement du sport de montagne, des randonnées pédestres et l'équitation.

Le projet de station climatique dans la commune des Deux Bassins, près de Tablat, à 120km à l'est du chef-lieu de wilaya, destiné à devenir une destination touristique et de soins pour les personnes aimant la nature et celles souffrant de maladies respiratoires, est resté dans les tiroirs, tout comme les autres projets après le gel des programmes du secteur, a-t-on indiqué à la direction du tourisme.

De Médéa, Nabil B.

APRÈS LES DERNIÈRES INTEMPÉRIES À IN GUEZZAM

Bedoui dépêche une commission spéciale

L'INSPECTEUR général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Abderrahmane Sidini a affirmé, hier à la circonscription administrative d'In Guezzam (420 km à l'extrême-sud de Tamanrasset), que les autorités suivaient de près la situation dans la région, assurant que toutes les mesures seront prises pour prendre en charge les habitants sinistrés suite aux dernières intempéries.

S'exprimant lors d'une rencontre avec les élus locaux et les représentants de la société civile, M. Sidini a indiqué que "les autorités suivent de près la situation et les habitants sinistrés suite aux dernières intempéries seront pris en charge", relevant que " des mesures seront initiées pour la prise en charge des préoccupations des citoyens sinistrés".

La commission interministérielle dépêchée à In Guezzam sur instruction du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a pour mission de "s'enquérir de la véritable situation sur le terrain et porter les préoccupations des habitants de la région aux autorités concernées", a affirmé Sidini.

Dans ce cadre, le responsable a salué les opérations d'intervention effectuées par les différents services et corps de sécurité, en tête desquels, les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP).

Sidini a appelé, en cette occasion, la commission technique locale chargée d'inventorier les dégâts, à procéder à une évaluation préliminaire dans les plus bref délais et à mener un travail rigoureux.

La commission interministérielle qui a entamé sa mission dimanche, a constaté jusqu'aujourd'hui, 15 habitats sinistrés à In Guezzam, selon les explications fournies à la commission.

Pour sa part, le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi a fait état d'une forte volonté "pour répondre aux préoccupations urgentes et prendre en charge les dégâts, et ce après l'établissement d'un diagnostic de la situation". Les citoyens sinistrés ont reçu des aides alimentaires et des couvertures et devraient bénéficier de tentes dans les prochaines heures.

Plusieurs préoccupations à caractère urgent ont été soulevées par les citoyens lors de cette rencontre, entre autres, l'élaboration d'une étude technique pour détourner le cours des eaux des oueds qui traversent la ville d'In Guezzam, le renforcement des services de la protection civile en ressources humaines et matériels, la garantie de soins médicaux et la réhabilitation des réseaux d'eau potable et des eaux usées et des routes.

Cette commission est composée de responsables centraux des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales, et de l'Aménagement du territoire, des Ressources en eau, des Transports et des Travaux publics, de la Santé, de la Population, et de la Réforme hospitalière, et l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

T. R.



BOUZGUÈNE

Coup d'envoi de la fête de la forge

C'EST DEVANT un public nombreux que le président de l'APW de Tizi-Ouzou, Youcef Aouchiche, a donné, hier, au village Ihitocène, commune de Bouzguène, le coup d'envoi de la fête de la forge d'Ihitocène dans sa 4e édition. Nous devons rappeler, pour les besoins de l'histoire, que ce sont les forgerons de ce village de Bouzguène qui ont sauvé de l'oubli cet art de manier le fer et l'acier pour les besoins d'outils de l'homme, le paysan plus particulièrement. Ils étaient une vingtaine de forgerons, issus des wilayas de Tizi-Ouzou, de Béjaïa, de Bouira et de Boumerdès, à mettre en évidence leur savoir-faire en la matière à l'occasion de cette première journée de manifestation, laquelle se poursuivra jusqu'à demain. Par ailleurs, ces artisans forgerons ont exposé un bon nombre d'objets qu'ils ont su confectionner à partir de cet élément appelé «le fer». Cognée, marteau, burin, faucille, faux, chaîne, mors, étriers, charrue et tant d'autres éléments en corrélation avec les activités et ouvrages agricoles ont été exposés par les manifestants. Par ailleurs, beaucoup d'autres artisans ont saisi cette opportunité offerte par le rendez-vous d'Ihitocène pour exposer leurs produits artisanaux. Le vêtement traditionnel kabyle, dont la robe et le burnous, le bijou, l'ustensile sculpté sur bois et tant d'autres produits artisanaux ont fait l'objet d'une exposition et ont même été proposés à la vente.

Saïd Tissegouine

LUTTE ANTITERRORISTE

Des bombes et un abri détruits

QUATRE bombes de confection artisanale et un abri pour terroristes ont été découverts et détruits dimanche par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), respectivement dans les wilayas de Tipasa et de Boumerdès, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 05 août 2018 à Tipasa (1ère Région militaire), quatre bombes de confection artisanale, tandis qu'un autre détachement a détruit un abri des groupes terroristes à Boumerdès", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP "a intercepté, à Biskra (4e RM), un contrebandier à bord d'un camion chargé de seize (16) quintaux de tabac, alors que des Garde-frontières ont saisi à Tlemcen (2e RM) (94) kilogrammes de kif traité", ajoute le communiqué. Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont appréhendé, à Tébessa (5e RM), deux individus en possession de deux fusils de chasse". Par ailleurs et suite à une opération de recherche et de sauvetage, des Garde-côtes "ont réussi à sauver vingt-et-une personnes coincées près de la plage El-louh à Annaba (5e RM)", conclut le MDN.

S. N.

A L'INSTAR DE MOSCOU QUI CONDAMNE FERMEMENT L'ATTENTAT

La « Toile » exprime son soutien indéfectible à Maduro

La vidéo montrant un drone volant à des dizaines de mètres d'altitude exploser au moment où le président vénézuélien Nicolas Maduro prononçait samedi son discours, et publiée par l'agence russe Ruptly, a fait le tour de la planète.



Abstraction faite de la presse occidentale, les commentaires des internautes du monde entier sont sans équivoque : « Soutien total à un chef d'Etat qui refuse de se plier au diktat de Etats-Unis ». On a tendance aussi à présenter le successeur de feu Hugo Chavez, du « dernier des Mohicans (à part Cuba) », en allusion à la quasi-totalité des pays latino-américains qui s'aligne désormais sur Washington. Au moment où Président Maduro prononçait un discours lors d'une parade à Caracas, trois drones chargés d'explosifs ont été envoyés vers l'estrade sur laquelle il se trouvait. Selon le ministre vénézuélien de la Communication et de l'Information, Jorge Rodriguez, le Président s'en était sorti indemne. « L'attaque en question a été planifiée pendant six mois. (…) La réaction rapide des services de sécurité du Président Maduro a non seulement permis d'assurer son évacuation, mais aussi d'attraper rapidement des exécutants sur les lieux de leur crime… Actuellement, ils révèlent tous les détails de cette opération [qui leur a pris, ndlr] au moins six mois de préparation », a révélé le ministre à l'agence russe Sputnik. Et de préciser que les forces de sécurité avaient détruit trois drones chargés d'explosifs lors de la tentative d'attentat visant le chef de l'État. « Il y a eu trois déflagrations. Celle du drone dirigé sur l'estrade présidentielle. Encore un drone a explosé à droite de l'estrade. […] Le troisième a sauté près de l'immeuble, au sud de la scène », précise-t-il.

« Un président élu démocratiquement »

Juste après l'attaque, Caracas a pointé du doigt les Colombie et l'« opposition » vénézuélienne soutenue par les Etats-Unis. Bogota qui vient de rejoindre l'OTAN en tant que « partenaire privilégié » n'a pas tardé à démentir. John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, a également nié dans un commentaire à Fox News que les États-Unis soient impliqués dans cette attaque. Une des rares puissances à exprimer sa condamnation, la Russie.

« Moscou condamne fermement l'attaque perpétrée contre le Président vénézuélien Nicolas Maduro, et appelle à la résolution des différends politiques sans recourir à des méthodes terroristes, exclusivement via des moyens pacifiques », a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. « Nous condamnons fermement la tentative d'assassinat contre le Président de la République bolivarienne du Venezuela, survenue le 4 août, à la suite de laquelle sept personnes ont été blessées. Nous considérons qu'il est absolument inacceptable d'utiliser des méthodes terroristes comme instruments de lutte politique… Nous sommes convaincus que le règlement des différends politiques doit être réalisé exclusivement de manière pacifique et démocratique », est-il indiqué dans le communiqué. Nicolas Maduro qui a obtenu 70% des suffrages exprimés, lors des élections présidentielles anticipées du 20 mai 2018 avait reçu l' « indéfectible soutien » en France mais pas du Quai d'Orsay. C'est Jean-Luc Mélenchon, le chef de la « France insoumise » qui estimait que seuls « les Etats-Unis et leurs larbins » ont tendance à protester alors le scrutin (vénézuélien) était « démocratique ».

Djamel Zerrouk



SELON LA MÈRE DE LA JEUNE RÉSISTANTE

« La solidarité internationale envers Ahed Tamimi repose sur du racisme »

LA MÈRE D'AHED TAMIMI a estimé que l'élan de solidarité internationale envers sa fille à l'issue de son arrestation reposait sur un fondement raciste. Selon elle, son apparence physique a contribué à braquer les objectifs des médias sur son histoire. Au cours d'une interview accordée à l'agence de presse turque Anadolu, la mère d'Ahed Tamimi, jeune icône de la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne fraîchement libérée, est revenue sur la médiatisation de l'arrestation de sa fille par l'armée d'occupation israélienne et les messages de solidarité qui ont afflué. Pour elle, l'apparence physique de sa fille a contribué à donner une portée internationale à cette affaire et, dans ce sillage, à la souffrance des Palestiniens : « Franchement, c'est probablement l'aspect d'Ahed [Tamimi] qui a suscité cette solidarité mondiale et cela est raciste […]. Car de nombreux enfants palestiniens sont dans la situation d'Ahed [Tamimi] mais ils n'ont pas reçu le même traitement [de faveur]. » « Le monde [les Occidentaux, doit-on comprendre] a montré plus de solidarité parce qu'elle ressemble à leurs enfants, mais tous les enfants palestiniens sont des Ahed Tamimi», a-t-elle ajouté, en faisant référence à un article publié dans le journal israélien Haaretz dans lequel un journaliste formulait cette explication. Et de conclure : « Il y a des milliers d'histoires auxquelles les médias doivent prêter attention [afin de] mettre en lumière tous les crimes de l'occupation [israélienne], car il faut considérer l'occupation comme un crime de guerre et il faut prendre des mesures légales à cet effet. » Ahed Tamimi est sortie de prison le 29 juillet, au terme de huit mois de détention, après avoir giflé deux soldats israéliens. La jeune fille de 17 ans a été transférée depuis la prison Sharon en 'Israël' jusqu'à la Cisjordanie occupée où elle habite avec sa famille.

R. I.

RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS US CONTRE L'IRAN

L'Union européenne désavouera-t-elle Washington ?

L'UNION EUROPÉENNE déclare « regretter vivement » le rétablissement à venir des sanctions américaines contre l'Iran. Selon la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, les autres pays signataires de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) vont continuer à œuvrer à sa préservation. L'Union européenne a déclaré lundi «regretter vivement » le rétablissement à venir des sanctions américaines contre l'Iran. Le bloc communautaire et les autres pays signataires de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) signé en juillet 2015 par les puissances du P5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne + Allemagne) vont continuer à œuvrer à la préservation de l'accord, précise le communiqué co-signé par la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et les ministres des Affaires étrangères français, allemand et britannique. « Les États qui demeurent parties au JCPOA se sont engagés à agir, notamment, pour préserver et maintenir des circuits financiers effectifs avec l'Iran et pour assurer la poursuite des exportations de pétrole et de gaz iraniens », peut-on lire. La Maison-Blanche vise à détailler lundi les sanctions qu'elle entend rétablir contre l'Iran, conformément au souhait du Président Donald Trump, a déclaré dimanche le secrétaire d'État Mike Pompeo, cité par Reuters.

Les relations entre l'Iran et les États-Unis se sont détériorées depuis mai 2018, lorsque le Président américain a annoncé le retrait de son pays de l'accord sur le nucléaire iranien et a décidé d'imposer à nouveau des sanctions unilatérales à Téhéran. Cette décision a été contestée par la Russie, la Chine, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'UE, qui ont confirmé leur engagement en faveur de l'accord nucléaire. Les premières sanctions américaines contre l'Iran doivent entrer en vigueur aujourd'hui mardi 7 août. L'Iran réfléchit à sa réponse aux nouvelles sanctions américaines et n'exclut pas de se retirer de l'accord historique sur le nucléaire, conclu en juillet 2015, si la ligne rouge est franchie. Hassan Beheshtipour, de la chaîne iranienne Press TV, a donné à Sputnik son interprétation de la situation. La ligne rouge pour l'Iran, c'est la perte de la coopération avec la Russie et cinq autres grandes puissances suite à l'application des sanctions américaines, a déclaré Hassan Beheshtipour à Sputnik, rappelant que, selon l'accord signé entre Téhéran et les grandes puissances, l'Iran devait limiter son programme nucléaire à des usages civils en échange de la levée progressive des sanctions internationales prises à son encontre.

R. I.

11e FESTIVAL DE LA CHANSON ORANAISE

La poésie au menu

Lancée ce dimanche 05 août au Théâtre régional Abdelkader-Alloula, la onzième édition du Festival de la chanson oranaise est dédiée au regretté chantre du genre musical local Ahmed Wahby.

Lors de la cérémonie d'ouverture au Théâtre régional Abdelkader-Alloula, le secrétaire général du ministère de la Culture, Smaïl Oulebsir, a au nom du ministre de la Culture Azeddine Mihoubi qualifié le genre oranais de « composante excellente de la chanson algérienne ».

Devant un public nombreux, le représentant du ministère a notamment mis l'accent, dans son allocution, sur l'importance de ce rendez-vous culturel qui permet à la fois de « promouvoir les jeunes talents tout en perpétuant le legs des grands noms de la chanson oranaise à l'instar d'Ahmed Wahby et Blaoui El-Houari ». Il a également souligné « les efforts déployés par l'Etat pour soutenir l'activité culturelle à travers l'ensemble du pays, offrant ainsi l'opportunité à toutes les potentialités artistiques de s'exprimer et d'évoluer ».

Cette première soirée sera marquée par un programme d'animation riche et varié qui a vu la montée sur scène de plusieurs vedettes, dont Maati El Hadj et Djahida Youcef qui ont proposé diverses chansons en hommage au regretté Ahmed Wahby (1921-1993).



De son vrai nom Ahmed Driche Tidjani, cet artiste est l'un des fondateurs, avec Blaoui Houari, du genre musical el asri (moderne) né à Oran dans les années 1940. Influencé par les grands maîtres de la musique arabe, à l'image de Mohamed Abdelwahab et de Farid El Atrache, le défunt Ahmed Wahbi, tout en empruntant le style oriental, a utilisé les rythmes et le langage poétique typiquement oranais en donnant un tempo particulier au genre moderne. Une semaine durant, une trentaine d'artistes, dont des vedettes de la chanson oranaise comme Baroudi Bekhedda et Houria Baba, vont animer la scène, accompagnés par l'orchestre dirigé par Kouider Berkane. Cette édition associe également des troupes artistiques investies dans la chanson bédouine et la poésie populaire (chiir melhoun). Aussi, des récitals poétiques seront au menu de la journée de clôture, animés par les poètes Blaha Bouziane et Houari Medjahed respectivement. Les jeunes chanteurs versés dans ce genre artistique, qualifiés lors des tours préliminaires d'un concours organisé pour la circonstance, se produiront eux aussi dans le cadre de la phase finale. Les meilleures voix seront primées lors de la cérémonie de clôture par un jury présidé par Bey Bekkaï.

R. C

L'OFFENSIVE DU NORD CONSTANTINOIS EN EXPOSITION

LE CENTRE des archives nationales à Alger a ouvert ses portes, ce dimanche 05 août, pour l'exposition de documents L'offensive du Nord constantinois: un premier pas pour l'internationalisation de la cause algérienne et la tenue du congrès de la Soummam. Visible jusqu'à la fin de ce mois, dans le contexte du double anniversaire de l'offensive du Nord constantinois, le 20 août 1955, et la tenue du congrès de la Soummam le 20 août 1956, cette exposition de documents « authentiques » est également animée par la projection d'un film documentaire. Cette manifestation met en valeur les archives nationales, dont nombre d'écrivains et de chercheurs en histoire ignorent leur existence.

14e FESTIVAL ARABE DE DJEMILA

La fête en notes raï

BILEL SEGHIR et Cheb Khalas ont enchanté, dans la nuit de samedi à dimanche, le public avec leurs plus belles chansons, lors de la deuxième soirée du Festival arabe de Djaemila dans sa quatorzième édition qui se tient au site archéologique de Djemila.

L'artiste Bilel Seghir a entamé son spectacle par Hadi zaâfa ou fayta émerveillant ses fans qui se sont déplacés en grand nombre de plusieurs wilayas du pays, il a enchainé durant une heure d'autres chansons à l'instar de Ma zal y'ji tour et Arouwahi nathassbou, reprises en chœur par le public. Embrasant l'atmosphère et donnant à la soirée un ton joyeux et énergique, le chanteur raï interpréta encore Goultelkoum, Nebghiha, Takhtini sur une musique au rythme infernal qui fera déhancher la foule. Se produisant pour la première fois au Festival de Djemila, Cheb Bilel Seghir s'est dit ravi de rencontrer son public.

Avant le passage sur scène de Bilel Seghir, le public venu assister à cette soirée a également apprécié les rythmes sétifiens avec des chansons interprétées par Cheb Aziz, entre autres S'haybi, Ya h'bibi, sous un tonnerre d'applaudissements. Cheb Khalas a pris le relais et lancé Allo waynek pour annoncer son entrée sur la scène de l'antique Cuicul et enchaîner avec ses meilleurs tubes.

Dans un moment de communion avec son public, Khalas, en hommage au défunt Cheb Hasni, entonne avec T'aal ghyabek ya ghezali, reprise avec beaucoup d'émotion par une assistance conquise.

Le chanteur Massi a fait monter l'ambiance d'un cran en interprétant plusieurs chansons du son dernier album Ziniw, aux rythmes endiablés, qui ont longtemps fait danser le public. La chanteuse Anissa Hadjerssi, une des élèves de l'émission Alhane wa Chabab, à la voix suave et la présence remarquée a offert à l'assistance un voyage au cœur des sonorités maghrébines en interprétant des chansons algériennes, tunisiennes et marocaines avant de rendre hommage à la diva de la chanson arabe, Warda El Djaziaria avec Haramt ahibek. Les chebs Wahid, Arras, Kamel El Guelmi, le groupe Freeklane et le chanteur Mok Saïb sont à l'affiche de la troisième soirée du Festival arabe de Djemila, ce dimanche.

APS



SORTIR

TOURNEE
La chanteuse Samira Brahmia en concert (accès libre) avec Khliff Miziallaoua à la guitare, Hichem Takaoute à la basse, Karim Ziad à la batterie, Reda Mourah au clavier. Oran : le mercredi 08 août. Théâtre de verdure Hasni-Chekroun.
Tizi Ouzou : le vendredi 10 août. Maison de la Culture Mouloud-Mammeri.

CHAABI
Soirées de musique chaâbi. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger. 20h. Accès : 200 DA.
Le mercredi 08 août : Sid Ali Lekam, Aziouz Rais, Didine Karoum, Mohamed Amraoui.
Le jeudi 09 août : Samah Akla, Samir El Assimi, Noureddine Dziri, Kamel Fares.

DUO
Les interprètes de la musique andalouse Lila Borsali et Abbas Righi en concert. Le jeudi 09 août. 19h. Palais de La Culture Moufdi-Zakaria, Alger. Passerelle musicale entre le gharnati de Tlemcen et le malouf de Constantine.

ANDALOU
L'interprète de musique andalouse Nawel Mebarek en concert. Le jeudi 09 août. 18h. Les Sablettes, Alger. Avec l'orchestre Lfamilia dirigé par Mohamed Idir.

CINE-ESPANA
Cycle de cinéma Ventura Pons. Institut Cervantes d'Alger. 18h. Les jeudi 09, 16 et 30 août. Entrée libre. El porqué de las cosas, Actrices, Anita no pierde el tren, Morir o no.

METAL
2e Metalgeria : journées portes-ouvertes sur le rock metal. 11h. Les vendredi 10 et samedi 11 août. Théâtre de verdure de Riadh El Feth, Alger. Concerts caritatifs avec six groupes, expositions, rencontres autour de la musique metal, projections de documentaires, ateliers, marché sur le metal…

LIVRE
Conférence de Mahieddine Khelifa autour de son ouvrage – et dédicace – Le manuscrit / L'histoire d'une famille juive en terre d'islam. Editions Gaïa. Le samedi 11 août. 16h. Librairie L'Arbre à dires. Hydra-Alger. Récit où la réalité côtoie l'imaginaire qui, en dépit des vicissitudes de l'histoire, révèle l'intégration de la communauté juive séfarade dans la société nord africaine.

PEINTURE
L'artiste peintre Nasreddine Brahami expose Un regard, autrement jusqu'au mercredi 15 août. Centre des arts et de la culture du Palais des Rais-Bastion 23, Alger. Mouvement intime avec lequel l'homme, cet animal artiste, échange une puissance émotionnelle et une influente relation avec les autres.

PATRIMOINE
Exposition collective Patrimoine pictural. Musée d'art moderne et contemporain d'Alger-Mama jusqu'au mercredi 15 août. Œuvres de dix-huit plasticiens algériens.

THEATRE
Cycle de formation au quatrième art en ateliers. Théâtre communal d'Alger Centre.
Ecriture du texte théâtral du dimanche 02 au jeudi 06 septembre avec Ismail Soufit (dernier délai d'inscription, le jeudi 30 août).
Musique du dimanche 04 au jeudi 08 novembre avec le musicien Salsabil El Baghdadi (délai : le jeudi 1er novembre).
le Mise en scène du dimanche 02 au jeudi 06 décembre avec Youcef Taouint (délai : le jeudi 29 novembre). Frais : 1500 DA. Contact : Théâtre d'Alger Centre (ex-Casino) sis au 09, rue Larbi Ben M'hidi. Tel : 023 50 81 23

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr 03:52	Fadjr 03:59	Fadjr 04:12	Fadjr 04:20	Fadjr 04:21	Fadjr 04:27	Fadjr 04:31
Dohr 12:35	Dohr 12:40	Dohr 12:54	Dohr 12:45	Dohr 13:01	Dohr 13:06	Dohr 13:09
Açr 16:23	Açr 16:27	Açr 16:41	Açr 16:25	Açr 16:47	Açr 16:52	Açr 16:55
Maghrib 19:34	Maghrib 19:38	Maghrib 19:53	Maghrib 19:35	Maghrib 19:59	Maghrib 20:03	Maghrib 20:06
Icha 21:06	Icha 21:08	Icha 21:24	Icha 20:59	Icha 21:29	Icha 21:33	Icha 21:35

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6154 – MARDI 24 DHOUL EL QU'DA 1438

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	20°
Oran	35°	22°
Constantine	31°	17°
Ouargla	36°	26°

DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL

Kohler demain au Conseil de sécurité

L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, fera demain un briefing au Conseil de sécurité sur sa dernière tournée régionale visant à relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc, à l'arrêt depuis 2012.

L'ancien Président allemand devrait informer le Conseil de sécurité de "ses récentes activités" menées dans le cadre du processus onusien, précise l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'août.
La réunion se tiendra à huis clos et à l'issue de laquelle l'organe onusien devrait "fort probablement" délivrer des éléments à la presse sous forme de communiqué qui sera lu par le Royaume-Uni, président du Conseil pour le mois d'août, selon une source onusienne proche du dossier.
Il s'agit du deuxième briefing de Horst Kohler depuis sa nomination comme envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental et qui intervient également moins de deux mois après sa tournée dans la région où il a eu des discussions avec les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, et les deux pays observateurs, la Mauritanie et l'Algérie.
Au cours de son premier briefing tenu en mars dernier, l'ancien président allemand a défini avec clarté son mandat en tant qu'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU qui consiste à "trouver une voie pour l'avenir" sur la base d'une solution garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui.
L'émissaire onusien avait expliqué, lors de cette réunion d'information, sa vision du processus de paix et a précisé que son objectif était de relancer les négociations directes entre les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, dans le courant de l'année 2018.
"C'est ainsi que la résolution 2351 le précise, et nous n'avons pas besoin d'une nouvelle terminologie, mais d'une volonté de remplir ce langage de sens et de le suivre par l'action", a-t-il alors déclaré, rejetant les conditions du Maroc qui refuse de revenir à la table des négociations que si son plan d'autonomie est mis comme seule option pour le règlement du conflit.
La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis.
Depuis, le processus de paix lancé par l'ONU se trouve dans l'impasse en raison des entraves dressées par le Maroc pour empêcher le règlement du conflit sur la base des principes de la légitimité internationale qui garantissent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.
Mis au pied du mur, le Maroc est, cependant, tenu de reprendre sans tarder les négociations.
En avril, le Conseil de sécurité s'est fixé rendez-vous en octobre prochain pour évaluer l'avancée du processus, mettant le cap sur une nouvelle démarche visant à ramener les parties en conflit à la table des négociations dans un délai de six mois.
Les Etats-Unis, porte-plume des résolutions sur le Sahara occidental, ont déclaré juste après l'adoption de la résolution prorogeant le mandat de la Minurso qu'ils s'attendaient à une reprise des pourparlers d'ici à octobre.
La nouvelle démarche met directement le Maroc devant ses responsabilités. Ayant entravé le travail de deux émissaires onusiens, le Maroc s'attèle à chercher des prétextes pour ne pas reprendre les négociations.

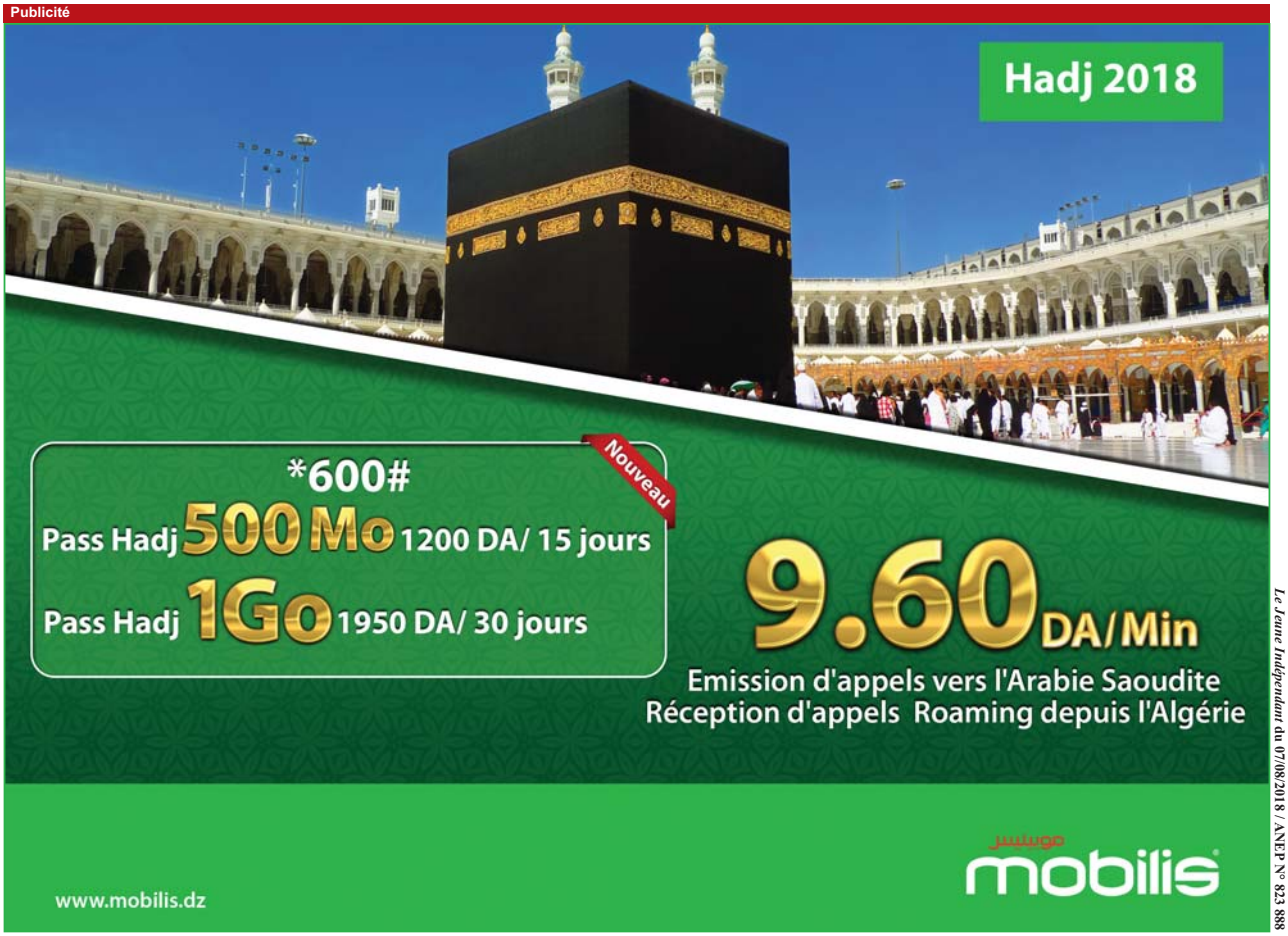
H. B.

« PIXX500 » OFFRE PROMOTIONNELLE

Tous ses avantages pour 30 jours exceptionnels !

ATTENTIF aux besoins de sa clientèle, Mobilis annonce le lancement d'une promotion sur son « Plan PixX 500 », destinée à tous ses abonnés prépayés.
Jusqu'au 04 Septembre 2018, les clients prépayés de l'offre Mobtasim, auront la possibilité de bénéficier d'une multitude d'avantages (Appel, SMS et Internet) en adhérant au plan promotionnel PixX500, via la formule *600# ou en achetant le Plan Promo PixX500 directement au niveau des Points de Vente.
Ainsi, pour 500 DA seulement, les clients bénéficieront durant 30 Jours au lieu de 15 jours
de : Appels + SMS en illimité vers le réseau Mobilis;
750 DA de Bonus valable vers tous les réseaux en national ;
5 Go de connexion internet
Aussi, afin de faire bénéficier vos proches de cette promotion, Mobilis vous donne la possibilité de leur offrir le Plan Promo PixX500 en utilisant le service Sellekni Plan via *665#.
PixX, c'est le mix au meilleur prix.

Publicité



Le Jeune Indépendant du 07/08/2018 / ANEP N° 823 888